



OBJECTIF AFRIQUE



LETTRE D'INFORMATION ECONOMIQUE

N° 238 – 28 JUIN 2023



ZOOM SUR ... L'accès à l'énergie en Afrique subsaharienne



LES TITRES A LA UNE

Afrique – La Société générale cède plusieurs de ses filiales en Afrique à des groupes du continent

Afrique du Sud – Le rand chute à son plus bas niveau historique face au dollar

Nigéria – Suppression des subventions au carburant

Sénégal – Les manifestations auront un impact économique

Angola – Le gouvernement manifeste son intention de renforcer les partenariats avec la France dans l'agriculture

LE CHIFFRE À RETENIR

+ 15 %

L'impact que pourrait avoir annuellement la ZLECAf sur les échanges commerciaux intra-africains.



TABLE DES MATIERES

Zoom sur...	2
Conjoncture	3
Environnement des affaires	6
Projets et financements	7
Secteurs d'activités	8
Energies et matières premières	8
Industrie, transport et services	10
Agriculture et agroalimentaire	11
Agenda	13
Contacts	14

Conjoncture

Afrique – Le FMI publie un rapport sur l'impact de la zone de libre-échange continentale africaine

Le 5 mai, le FMI a publié un rapport sur l'impact de la mise en place de la zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf) sur les échanges commerciaux. Le traité ZLECAf, entré en vigueur le 1er janvier 2021 après avoir été approuvé par l'ensemble des pays africains à l'exception de l'Erythrée, prévoit la suppression des droits de douane pour 90% des produits échangés à l'intérieur de la zone de libre-échange, les Etats membres conservant la possibilité de fixer librement leurs tarifs douaniers avec les pays tiers jusqu'à la mise en place d'une réelle union douanière. Les échanges commerciaux intra-ZLECAf ont débuté en octobre 2022, avec sept pays pilotes. Selon le modèle du FMI (basé sur les données de 2019), la mise en place de l'accord pourrait faire progresser de 15% les échanges commerciaux intra-africains annuels entraînant un impact positif de 1,25% sur le PIB réel médian. L'augmentation pourrait atteindre jusqu'à +53%, avec un impact de +15% sur le PIB réel médian, si l'accord était accompagné de politiques favorisant les échanges commerciaux (développement des infrastructures et du système financier). La ZLECAf pourrait aussi renforcer la place des pays africains dans la chaîne de valeur mondiale, réduisant leur vulnérabilité face aux chocs externes.

Afrique – Le président Ruto exhorte les dirigeants africains à adopter un système de paiement panafricain

Le président kenyan William Ruto a demandé aux dirigeants africains de mobiliser leurs banques centrales et commerciales afin d'abandonner le dollar américain au profit d'un système de paiement panafricain visant à faciliter les échanges commerciaux sur le continent, dans un contexte de pénurie de dollars

depuis un an. Le système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS), lancé en janvier 2022, est un système pour le commerce intra-africain développé par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et le secrétariat de la ZLECAf. Cette initiative, soutenue par l'Union africaine et les banques centrales africaines, devrait permettre aux pays africains de commercer entre eux en utilisant leurs monnaies locales, laissant à l'Afreximbank le soin de gérer les règlements. Traditionnellement, ce sont les banques correspondantes, généralement aux États-Unis et en Europe, qui effectuent des paiements entre deux monnaies africaines, principalement en dollars, et parfois en euros. Il faut compter entre trois et cinq jours pour que le paiement parvienne à la banque du destinataire, avec des frais à chaque étape.

Afrique du Sud – Le rand enregistre la pire performance de son histoire

Le 12 mai, le rand a atteint son plus bas niveau historique à 19,5 ZAR pour 1 USD et 21,33 ZAR pour 1 EUR. Ce mouvement a été provoqué par les tensions entre l'Afrique du Sud et les États-Unis, dont l'ambassadeur a accusé de fournir des armes à la Russie, ce qui a entraîné un emballement des marchés et une volatilité accrue de la devise sud-africaine, dans un contexte déjà difficile de réexamen par les États-Unis de l'opportunité de la participation de l'Afrique du Sud à l'African Growth and opportunity Act (AGOA). Une exclusion de l'accord aurait un impact désastreux sur l'économie sud-africaine puisque les États-Unis représentaient en 2022 10% du total du commerce bilatéral de la puissance africaine. La monnaie locale se déprécie depuis le début de l'année 2022 (-20% sur un an face à l'USD et -23,6% face à l'EUR).

Angola – Les subventions aux prix du carburant ont atteint 3,2 Md€ en 2022, en hausse de 60% en un an.

L'Institut de Gestion des Actifs et des Participations de l'Etat (IGAPE) a publié son rapport annuel. Il en ressort que l'aide de l'Etat pour les subventions des carburants a atteint 1 979 Mds AOA (3,2 Mds EUR) en 2022, soit une augmentation de 60% par rapport à l'année précédente alors que les quantités achetées n'ont augmenté que de 16 % (à 4 667 tonnes métriques). Le carburant en Angola est ainsi plus de 3 fois moins cher qu'en Afrique du Sud et 4 fois moins qu'en Zambie. Cette situation a un impact colossal sur les finances publiques (12,4% des dépenses publiques et environ 2,7% du PIB) et entraîne une importante activité de contrebande avec les pays voisins. En effet, bien que l'Angola soit le second pays producteur de pétrole en Afrique (avec une production de 1,1 M de barils par jour en 2022 soit un tiers de la production du continent), il demeure dépendant des importations internationales pour les produits raffinés. En effet, seule une raffinerie (Luanda) est actuellement en opération dans le pays, avec une capacité de production quotidienne d'environ 35 000 barils, contre une consommation nationale dépassant 200 000 barils. Dans le sillage de ce rapport et des recommandations du FMI, le gouvernement a annoncé le 1^{er} juin une augmentation du prix de l'essence (presque doublé à 300 AOA).

Ghana – L'économie ghanéenne pourrait entrer en récession en 2023

Dans le cadre du programme FMI approuvé le 17 mai dernier, les autorités ghanéennes se sont engagées à diminuer les dépenses publiques et à mobiliser les recettes fiscales pour réduire drastiquement le déficit public. Sous l'impulsion du FMI, le gouvernement publiera ainsi d'ici septembre 2023 une Stratégie de Revenus de Moyen-Terme (MTRS) pour la période 2023-2026. L'augmentation de la TVA, l'annulation de la majorité des exonérations fiscales en vigueur, l'ajustement des taxes sur les carburants en fonction des taux de change et de l'inflation couplé à une réforme de l'impôt sur les sociétés et sur les bénéfices, ainsi qu'un nouveau régime fiscal pour les industries extractives et le foncier, ont pour

objectif d'augmenter de 3,4 points le ratio recettes/PIB d'ici 2026. Ces mesures de mobilisation fiscale s'accompagnent de mesures de réductions budgétaires de près de 4 points sur la période triennale. Cette politique, combinée au niveau historiquement élevé du taux directeur de la Banque centrale (29,5 %), limitant sévèrement l'accès au crédit pour limiter l'inflation, pourrait conduire à une contraction réelle de l'économie en 2023. Ainsi, alors que le FMI prévoyait une croissance de l'économie ghanéenne de 2,8 % pour 2023, cette prévision a été révisée à la baisse, avec une croissance désormais attendue de 1,6 %, contre 5,4 % en 2021 et 3,2 % en 2022.

Ghana – Les bons du Trésor de court terme pourraient menacer les efforts de restructuration de la dette.

Le Ghana s'appuie sur le marché des bons du Trésor (T-Bills) pour financer ses dépenses de court terme, le marché international des capitaux lui restant fermé en conséquence du défaut du pays en décembre dernier sur ses dettes de long terme. La semaine dernière, le gouvernement a ainsi levé plus de 2 Mds GHS grâce via des bons du Trésor à 3 mois à un taux d'intérêt de 20,56 %, 874 M GHS à 6 mois à 23,3 % et 274 M GHS à 1 an à 27,59 %, traduisant une nouvelle hausse des taux d'intérêts de court terme. Au total, 3,18 Mds GHS ont été levés par le gouvernement, soit environ 280 M USD. Selon certains experts financiers, ce financement de court terme qui perdure vis-à-vis du marché des bons du Trésor pourrait exacerber les problèmes d'endettement du pays. Le Dr Said Boakye, chercheur à l'Institut des études fiscales (IFS), alerte en effet le gouvernement sur le recours au marché de court terme et appelle à y recourir seulement pour financer les dépenses critiques, afin de ne pas menacer les efforts de restructuration des dettes bilatérales (7,6 % du PIB), commerciales (23,6 % du PIB) et domestiques (47,9 % du PIB) en cours, à la suite des recommandations du FMI.

Kenya – Le nouveau gouverneur de la banque centrale compte émettre des obligations labellisées en dollars sur le marché local

Kamau Thugge, l'ancien permanent secretary du Trésor au Kenya été récemment nommé par le Président gouverneur de la Banque Centrale. Attendant la validation par le parlement, Kamau, qui a précédemment fait carrière au FMI, compte travailler avec le trésor afin d'émettre une obligation labellisée en dollars mais destinée au marché local. D'après la banque centrale, les dépôts bancaires en devises étrangères ont atteint un niveau historiquement haut en mars, les particuliers et les grandes entreprises ayant cherché à se protéger de l'affaiblissement du shilling. Ces obligations viseraient donc les titulaires de ces comptes et la diaspora, et devraient ainsi permettre au gouvernement d'augmenter ses réserves en dollars.

Nigéria – Suppression des subventions au carburant

Deux jours après l'annonce faite par le Président élu Bola Tinubu, à l'occasion de son discours inaugural le 29 mai, la subvention à l'essence a subitement cessé d'être appliquée par la compagnie pétrolière nationale NNPC. Ladite subvention avait fait l'objet d'une ultime provision dans le budget 2023 : elle devait atteindre, pour les six premiers mois de l'année, le montant record de 3 360 Mds NGN (7,4 Mds USD) – soit le tiers des recettes publiques de l'année complète (9 730 Mds NGN ; 21,4 Mds USD). La suppression de cette subvention devrait dès lors entraîner des économies dans les mêmes proportions. Plusieurs mesures de compensation sont prévues pour accompagner les populations les plus vulnérables, face à un prix à la pompe multiplié par près de trois, comme le versement de 5 000 NGN (11 USD) mensuels à 10 millions de foyers, pendant six mois. Ces mesures compensatoires seront en partie

financées par un prêt concessionnel de 800 M USD de la Banque mondiale. La suppression de la subvention à l'essence devrait avoir à l'avenir un effet favorable sur la croissance, en assainissant les comptes publics et favorisant les investissements productifs.

Nigéria – Le ratio impôts/PIB atteint 10,9 %, contre une moyenne 5 % ces douze dernières années

Le Service fédéral des impôts (FIRS) a annoncé que le ratio d'impôts/PIB avait atteint 10,9 % à fin 2021, contre 6 % annoncés initialement. Ce chiffre indique une progression significative alors que le ratio oscillait entre 4 % et 6 % ces douze dernières années. Cependant, cette amélioration ne traduit pas seulement une augmentation des recettes fiscales. La FIRS applique désormais un nouveau calcul qui comprends les impôts collectés par les agences gouvernementales, ce qui n'était pas le cas auparavant. En 2022, le FIRS aurait collecté les recettes fiscales les plus hautes de son histoire, à 10 100 Mds NGN (22,2 Mds USD) contre un objectif de 10 440 Mds NGN (23,0 Mds USD) fixé pour l'année : 4 100 Mds NGN (9,0 Mds USD) issus des recettes pétrolières et 6 000 Mds NGN (13,2 Mds USD) des recettes non pétrolières. Pour rappel, la Banque mondiale classe le Nigéria 194ème/196 pays en matière de mobilisation fiscale.

Sénégal – Les manifestations auront un impact économique important

Les manifestations qui ont eu lieu au Sénégal à la suite du jugement de l'opposant politique Ousmane Sonko ont eu un impact important sur l'économie du pays. Pour les transports publics, le TER qui transporte en moyenne 75 000 personnes par jour dans Dakar et sa région a été à l'arrêt pendant trois jours et la gare de Rufisque a subi des dégâts. Le montant total du préjudice est ainsi évalué à 240 M FCFA (366 000 EUR). Concernant le réseau de bus Dakar Dem Dikk, les pertes sont estimées entre 40 et 50

M FCFA (entre 60 000 et 80 000 EUR) par jour d'arrêt d'exploitation, sans compter les destructions (100 bus brûlés). Par ailleurs, la décision du gouvernement de suspendre la connexion internet par données mobiles aura également un impact important sur l'économie, estimé à 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) par jour, notamment pour le secteur informel et les petits commerçants et entrepreneurs qui dépendent des services de transferts d'argent (y compris mobile).

Somalie – La Somalie en bonne voie d'intégrer la CAE

Les autorités somaliennes ont publié vendredi 2 juin une déclaration publique notant que les sept présidents des pays de la CAE avaient signé le *Verification Report*, ouvrant la voie à l'admission du pays dans le bloc. Si la Somalie est admise dans la CAE, elle en deviendra le huitième membre aux côtés du Kenya, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Burundi, du Rwanda, du Soudan du Sud et de la République démocratique du Congo. Si cette adhésion présente plusieurs avantages pour les États membres, notamment l'augmentation du commerce en reliant le bloc à la péninsule arabique, certains observateurs craignent que l'insécurité qui règne sur le territoire somalien ne s'étende plus facilement au reste de la région.

Zimbabwe – Le ministre des Finances annonce une série de mesures pour endiguer la chute du Zimdollar

Le 29 mai, le Ministre des Finances, Mthuli Ncube a annoncé une série de mesures pour endiguer la chute de la valeur de la devise locale (dollar zimbabwéen) face au dollar américain. Depuis le début de l'année la devise s'est en effet dépréciée de près de 300% au taux officiel pour atteindre la parité de 2 610 ZWL pour 1 USD au 1er juin. Par ailleurs, dans un contexte de nette détérioration de la confiance dans la devise locale, la prime sur le marché parallèle a fortement progressé, passant de 30% en janvier à 70% fin mai (soit un taux de 3350

ZWL pour 1 USD). L'utilisation du dollar américain dans l'économie a fortement progressé ces derniers mois, et plus de 70% des échanges seraient aujourd'hui effectués en USD. Parmi les mesures phare annoncées on peut notamment noter : i) la possibilité pour les entreprises de percevoir l'intégralité de leurs recettes en USD; ii) le transfert des dettes de la Banque centrale au Trésor – alors que la RBZ était régulièrement accusée de financer le remboursement de ses dettes par la hausse de la masse monétaire; iii) la réforme du système d'enchères de devises - paiement des enchères désormais limité à 24h (contre 12 semaines auparavant) et mise en place d'un plafond quotidien sur le volume de devises échangées (5 M USD).

Environnement des affaires

Afrique de l'Ouest – La Société Générale cède plusieurs de ses filiales en Afrique à des groupes du continent

Le groupe bancaire français Société Générale a signé des accords avec le groupe Coris, basé au Burkina Faso, pour lui céder ses filiales en Mauritanie et au Tchad, et le groupe Vista, dont le siège se trouve en Guinée, pour la cession de deux autres filiales au Congo et en Guinée Équatoriale. Les deux groupes panafricains reprendraient la totalité des activités opérées par Société Générale dans les quatre pays, ainsi que l'intégralité des portefeuilles clients et l'ensemble des collaborateurs au sein de ces entités. Cette cession pourrait être effective d'ici fin 2023, après approbation des instances de gouvernance des entités et validation des autorités financières et réglementaires compétentes. Coris et Vista, déjà présents dans le secteur bancaire en Afrique de l'ouest (respectivement dans 9 et 5 pays) affichent ainsi leur ambition de s'étendre sur le continent.

Namibie – La Namibie révoque la licence d'exploitation du lithium de l'entreprise chinoise Xing Feng

Le ministère des Mines a annoncé révoquer, pour non-respect des normes en vigueur, la licence de l'entreprise chinoise Xing Feng qui exploitait la principale mine de lithium du pays située près d'Omaruru, dans le centre du pays. Pour rappel, la demande de lithium devrait fortement augmenter dans les années à venir (avec une augmentation annuelle de la demande estimée à 40 % d'ici à 2040 dans le scénario de développement durable - Agence Internationale de l'Énergie), alors qu'il s'agit d'un minerai stratégique dans la transition énergétique - composant principal des batteries de véhicules électrique. La Namibie souhaite développer ce secteur en attirant les investissements internationaux. De nombreux projets de mines de lithium sont ainsi à l'étude, notamment portés par des entreprises australiennes (Prospect Resources, Lepidico, Askari Metals). A noter que la Chine reste présente dans le secteur en Namibie via des participations de l'entreprise Jiangxi Jinhui Lithium Co dans les mines de Rubicon et Helikon, opérées en partenariat avec la société canadienne Desert Lions Company.

Tchad – Le conflit au Soudan génère mobilisations humanitaires et pressions à la frontière avec le Tchad

Depuis l'explosion du conflit au Soudan, le Tchad est témoin de l'arrivée par milliers de réfugiés soudanais fuyant les combats. Suite à ces flux migratoires, les autorités tchadiennes ont décidé de la fermeture des frontières avec le Soudan. Les autorités ont par la suite reçu divers représentants du système des Nations Unies qui a annoncé le déblocage d'un fonds de 3 M USD pour une réponse humanitaire urgente. En parallèle le fond mondial ECW (Education Cannot Wait) a également annoncé le 15 mai l'attribution d'une subvention de 3 M USD destinée aux filles et garçons réfugiés du Soudan installés au Tchad. Bien que la situation de crise alimentaire au Tchad se soit améliorée comparativement à 2022, l'émergence de ce

conflit pourrait avoir des conséquences sur la sévérité de cette crise au Tchad.

Projets et financements

Burkina Faso – La Banque africaine déploie un portefeuille de 762 M EUR

Un dialogue de haut niveau sur les priorités stratégiques de développement et la revue de la performance du portefeuille du groupe de la Banque africaine de développement (BAfD) au Burkina Faso s'est tenu le 16 mai 2023. Cette rencontre a permis d'examiner le document de stratégie de la BAfD 2022-2025, qui vise à contribuer au renforcement de la résilience des populations et à soutenir la transformation structurelle de l'économie. Pour atteindre cet objectif, les autorités burkinabè, en cohérence avec le Plan d'actions pour la stabilisation et le développement (PA-SD) 2023-2025, ont identifié deux priorités : le développement des infrastructures routières et celui des chaînes de valeurs agricoles. Le portefeuille actif de la BAfD comprend 21 projets et programmes pour un montant total d'environ 500 Mds FCFA (762,2 M EUR). Les engagements du portefeuille public sont principalement orientés vers les secteurs du transport (49%), de l'énergie (30%) et de l'agriculture-environnement (17%).

Cameroun – France-Cameroun : mission d'instruction pour la 2^{ème} tranche du prêt de soutien budgétaire

La France accompagne le Cameroun dans le cadre de la mise en œuvre du programme conclu avec le FMI pour la période 2021-2024. Elle s'est engagée à appuyer ce programme à hauteur de 150 M EUR sur la période concernée, sous la forme d'un Prêt de Soutien Budgétaire dont la première tranche de 70 M EUR a déjà été décaissée en 2022. La Direction Générale du Trésor et l'Agence Française de Développement ont

réalisé du 5 au 7 mai dernier la mission d'instruction de la deuxième tranche de versement de cette aide budgétaire, de 40 M EUR au titre de l'année 2023.

Centrafrique – Accord avec le FMI pour un programme de 191,4 M USD

Le conseil d'administration du FMI a approuvé le 27 avril dernier un programme appuyé par la FEC à hauteur de 191,4 M USD avec un premier décaissement immédiat de 15,2 M USD. D'une durée de 38 mois, le programme a pour objectif de contribuer à répondre aux besoins de financement de la balance des paiements de la RCA et à maintenir les dépenses prioritaires dans les services publics de la santé et de l'éducation.

Niger – Plus de 45 M EUR de la BOAD pour améliorer la mobilité à Niamey

Le 15 juin 2023, le Ministre nigérien du Plan et le Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) ont signé un accord de prêt de 45,7 MEUR, destiné à financer l'aménagement et bitumage de différents axes et infrastructures routières dans la ville de Niamey (voie de sortie et rond-point de l'aéroport vers la ville de Dosso, pont...). Le projet devrait fluidifier la mobilité urbaine et dynamiser les échanges économiques entre les différentes localités traversées. Il permettra de réduire le temps de parcours des usagers de 66% et le coût d'exploitation des véhicules de 30%. Le portefeuille actif de la BOAD au Niger est l'un des plus importants de la sous-région ouest-africaine, avec 13 projets et programmes (énergie, sécurité alimentaire, infrastructures routières et finance inclusive), pour un engagement global d'environ 341,5 M EUR.

Rwanda – Le FMI a approuvé les 1ères revues au titre du PCI et de la RSF

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé les 1ères revues au titre du Policy Coordination Instrument (PCI) et de la Resilience and Sustainability Facility (RSF). Cette décision entraîne le décaissement

immédiat de 73,95 MDTs (environ 98,6 MUSD) au titre de la RSF. Pour rappel, les deux programmes avaient été approuvés le 12 décembre 2022, la RSF pour un montant total de 240,3 MDTs (environ 319 MUSD). Selon les services du fonds, un ajustement de la politique budgétaire en début de période, un resserrement décisif de la politique monétaire et une plus grande flexibilité du taux de change sont nécessaires pour corriger les déséquilibres intérieurs, promouvoir la stabilité extérieure et canaliser les ressources vers le programme de développement et de lutte contre le changement climatique.

Soudan du Sud – Signature d'un accord entre l'Éthiopie et le Soudan du Sud pour la construction d'une route Paloch-Mathiang-Maiwut-Pagak

L'Éthiopie et le Soudan du Sud ont signé un accord prévoyant la construction de l'axe routier Paloch-Mathiang-Maiwut-Pagak. Cet axe reliera l'Ouest de l'Éthiopie au Nord Est du Soudan. L'objectif des deux gouvernements est triple : renforcement des liens commerciaux en garantissant une meilleure connexion, rapprochement des populations des deux pays qui sont historiquement et culturellement très proches, consolidation de la paix dans ces régions sujettes à l'instabilité. Cette autoroute s'inscrit dans le cadre d'une politique de développement des axes commerciaux de l'Éthiopie avec ses voisins notamment avec Djibouti ou la Somalie.

Secteurs d'activités

Energies et matières premières

Kenya – Une titrisation de 130 M USD pour l'électrification via le solaire

Une transaction de titrisation durable de 130 MUSD vient d'être mise en place par le

fournisseur d'accès à l'électricité Sun King basé à Chicago et Citi, une banque d'envergure mondiale basée à New York. L'objectif de cette transaction est de soutenir l'électrification via les systèmes solaires hors réseau au Kenya. Le Kenya est le terrain d'expérimentation de la titrisation durable pour le financement de l'électrification. Courante dans le secteur bancaire, la titrisation est une technique financière qui transforme des actifs peu liquides, c'est-à-dire pour lesquels il n'y a pas véritablement de marché tel que les crédits, en valeurs mobilières facilement négociables comme des obligations. Sun King propose une panoplie de solutions, notamment des lanternes solaires et des systèmes solaires domestiques afin de couvrir les zones qui n'ont pas accès au réseau de Kenya Power. Le projet durable et accessible a connu la participation de plusieurs institutions de financement notamment British International Investment (BII), la Société néerlandaise de financement du développement (FMO), et le Fonds d'investissement norvégien pour les pays en développement (Norfund).

Mali – 19 projets en 2022 dans les secteurs des mines et de l'énergie

Le Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau a recensé au titre de l'année 2022 près de 19 projets, dont 5 pour le secteur des mines et 14 pour le secteur de l'énergie pour un montant total de 43,6 Mds FCFA (66,4 M EUR). A cette occasion, les autorités ont rappelé l'objectif de 68% du taux d'électrification pour 2023, alors que ce taux s'élève en 2022 à 57,4% et ont fait état d'une croissance annuelle de la demande d'électricité de l'ordre de 10%. En outre, les importations de produits pétroliers en 2022 ont coûté 1 283 Mds FCFA (2 Mds EUR), contre 1 052 Mds FCFA (1,6 Md EUR) en 2021. Concernant le secteur minier, ce dernier aurait contribué, selon les autorités, au budget de l'Etat à hauteur de 649,6 Mds FCFA (990,3 M EUR) en 2022, contre 504,2 Mds FCFA (768,7 M EUR) en 2021.

Nigéria – L'Electricity Act 2023 libéralise en partie la production d'énergie pour les Etats, entreprises et particuliers

S'exprimant sur la promulgation de la loi, le Président Bola Tinubu a déclaré que l'amendement constitutionnel permettait aux 36 États du Nigeria de produire de l'électricité. L'objectif principal est de créer un cadre juridique et institutionnel complet pour guider le fonctionnement d'un marché de l'électricité privatisé, contractuel et concurrentiel. La loi vise également à attirer les investissements du secteur privé dans l'ensemble de la chaîne de valeur de l'électricité. En outre, elle fournit un cadre pour l'amélioration de l'accès à l'électricité dans les zones rurales, non ou mal desservies, périurbaines ou urbaines, grâce à l'utilisation de sources conventionnelles et renouvelables hors réseau. Selon la loi, jusqu'à ce qu'un État fédéral ait adopté ses propres réglementations sur le marché de l'électricité, la Commission nigériane de régulation de l'électricité (NERC) continuera à réglementer les activités liées à l'électricité menées dans l'Etat.

Tanzanie – Zanzibar souhaite produire sa propre électricité

La société mauricienne Generation Capital Limited (GCL) et son partenaire local Taifa Group ont annoncé un accord en vue de produire jusqu'à 180 MW d'énergie solaire pour l'entreprise publique Zanzibar Electricity Corporation (ZECO). Zanzibar reçoit actuellement environ 130 MW depuis le continent grâce à la Tanzania Electric Supply Company (TANESCO). Ce projet permettrait d'assurer l'approvisionnement en énergie propre et renouvelable de l'archipel tout en réduisant sa dépendance à l'égard de l'électricité transportée depuis la Tanzanie continentale. Il garantirait également le développement durable de secteurs clés comme le tourisme et favoriserait la croissance économique de Zanzibar. La première phase du projet serait la construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 30 MW à Bambi, au sud de la région d'Unguja.

Industrie, transport et services

Ethiopie – Développement d'un hub d'e-commerce par *Ethiopian Airlines*

Ethiopian Airlines s'apprêterait à inaugurer la première plateforme d'e-commerce du pays située à côté du terminal cargo de l'aéroport de Bolé d'Addis-Abeba (ADD). La société offrirait alors un service de transport aérien pour les marchandises provenant des fournisseurs mondiaux d'e-commerce, ensuite expédiées à travers le réseau africain de la compagnie. Ethiopian Airlines aurait conclu des partenariats avec Alibaba et Amazon pour assurer l'activité. Un accord de partenariat avait également été signé avec MailAmericas, un opérateur postal privé, en janvier 2023 afin de développer des services d'e-commerce en Afrique et au Moyen-Orient, avec Addis-Abeba comme hub. Cette stratégie soutient l'ambition de faire d'Addis-Abeba le premier hub logistique du continent. En 2021-2022, le trafic de fret traité par ADD était de 767 848 tonnes.

Gabon – Un résultat net en hausse de 35% pour le groupe BGFIBank en 2022

Le groupe BGFIBank a enregistré un résultat en forte hausse en 2022 (+35%) qui atteint 62 Mds FCFA, soit 94,5 M EUR. Cette croissance de l'activité se retrouve également avec une hausse de 25% du total bilan, une augmentation de 19% des crédits accordés, ainsi que des dépôts en hausse de 18%. De plus, le produit net bancaire croît également de 22% pour atteindre 253 milliards de FCFA (385,7 M EUR). Ainsi, suite aux bons résultats du groupe, le Conseil d'Administration qui s'est tenu en avril a proposé de distribuer 25 Mds FCFA (38,1 M EUR) de dividendes au titre de l'exercice 2022. Le groupe BGFIBank compte poursuivre sa croissance en 2023, en s'appuyant notamment sur un élargissement de la clientèle et un développement de son offre digitale.

République Démocratique du Congo – Construction du corridor économique transnational entre la RDC et l'Angola

Le gouvernement a adopté un projet de loi autorisant la ratification de l'accord de prêt signé le 20 janvier 2023 avec le Fonds Africain de développement (FAD) pour la construction du corridor économique transnational entre la RDC et l'Angola. Ce projet vise à contribuer à l'amélioration de l'inter-système national de transport routier et la promotion du commerce intra-régional en Afrique australe et centrale. Le financement pourrait s'élever à 99,2 M USD. Pour mémoire, le Fonds Africain de développement, crée en 1972, est un guichet concessionnel de la Banque africaine de développement.

Sao Tomé-et-Principe – Unitel lance la 4G à Sao Tomé

Le 28 avril, la société Unitel, le plus grand opérateur de télécommunications en Angola, a lancé pour la première fois dans l'histoire de l'archipel un réseau 4G. Une cérémonie de lancement, en présence du Premier Ministre Patrice Trovoada, a été organisée à cette occasion. Le gouvernement compte saisir l'opportunité offerte par ce bond technologique afin de numériser l'économie de Sao Tomé et Principe, en permettant notamment aux jeunes de travailler à leur compte. Un facteur limitant pourrait toutefois être le coût des télécommunications, le Premier Ministre Santoméen plaidant pour une révision des tarifs. Présent depuis neuf ans dans le pays, Unitel a investi au cours des années plus de 40 M USD dans la modernisation du réseau.

Tchad – Lancement des travaux de la dorsale transsaharienne à fibre optique

Le 13 mai 2023, a eu lieu le lancement officiel des travaux du projet de raccordement du Tchad à la Dorsale Transsaharienne à Fibre optique (DTS). D'un budget global de 79 M

EUR, ce projet bénéficie d'une subvention de l'Union Européenne à hauteur de 29 M EUR et d'un cofinancement administré par la BAfD. La DTS représente 1.510 km qui visent à interconnecter le Niger, l'Algérie, le Nigéria et le Tchad. La composante tchadienne consistera en la pose de la fibre sur une longueur de 503 km, suivant un axe partant de Massaguet et passant par Massakory, Ngouri, Mao, Rig-Rig, Daboua, jusqu'à la frontière nigérienne. Le raccordement du Tchad à cette dorsale transsaharienne a pour objectif de renforcer et de diversifier l'économie du pays en augmentant la connexion large bande à haut débit.

Agriculture et agroalimentaire

Afrique du Sud – Création d'un fonds pour soutenir le développement des énergies alternatives dans les exploitations agricoles

Le 9 mai, la ministre de l'Agriculture Thoko Didiza, a présenté au parlement le budget de son ministère pour l'exercice financier 2023-2024 d'un montant total d'environ 17 Mds ZAR (808 M EUR) - un budget stable comparativement à l'exercice précédent. A cette occasion, la ministre a souligné les bonnes performances du secteur agricole qui s'est montré particulièrement résilient face à la crise de la Covid-19 (croissance cumulée de 25% et création d'environ 50 000 nouveaux emplois entre 2020 et 2022). Le budget prévoit notamment la mise en place d'un programme (Agro-Energy fund) visant à soutenir le développement de sources d'énergies alternatives dans les exploitations agricoles (installations de renouvelable ou générateur au diesel), pour faire face aux difficultés croissantes d'approvisionnement en électricité. Ce dernier, doté de 2,5 Mds ZAR (soit près de 15% du budget total), consiste notamment en un système de prêt et de subventions aux agriculteurs (entre 500 000 ZAR et 1.5 M ZAR en fonction de la taille des exploitations).

Angola – Le gouvernement manifeste son intention de renforcer les partenariats économiques avec la France dans l'agriculture

Lors de sa visite officielle à Paris, le ministre de l'Économie et de la planification, Mário Caetano João, accompagné des Secrétaires d'Etat à l'Agriculture João Cunha et du Commerce Amadeu Nunes, a présidé le colloque « Pourquoi l'Angola ? 2023 » le quel a affirmé sa volonté de développer le secteur non-pétrolier. Cette rencontre entre le gouvernement angolais et les acteurs économiques français fait suite à la visite du président de la République, Emmanuel Macron, à Luanda début mars, qui a renforcé la politique de rapprochement économique entre les deux pays, en particulier dans le secteur de l'agro-industrie, selon la déclaration du ministre. Pour rappel, le Président Lourenço souhaite diversifier son économie, très dépendante des ressources pétrolières (40% du PIB), en développant notamment l'agriculture. En effet, le secteur est encore peu exploité avec 80% de la consommation agricole et alimentaire du pays importé et seulement 16 % des terres arables disponibles mises en culture.

Congo – Une première Zone agricole protégée dans le département de la Sangha

Le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo, a lancé le 11 mai les activités de la Zone agricole protégée (ZAP) de Ketta, dans le département de la Sangha. La Zone agricole protégée de Ketta s'étend sur 66 hectares. C'est la première ZAP implantée en zone forestière et la première du département de la Sangha. Les dix-neuf groupements présents dans cette ZAP vont cultiver notamment le maïs, la banane et le manioc avec le matériel aratoire reçu. L'objectif du gouvernement est d'augmenter l'offre des produits agropastoraux et halieutiques afin de réduire les importations, dont le coût est estimé à plus de 700 Mds de FCFA chaque année.

Côte d'Ivoire – La perte d'au moins 360 ha de forêts protégées en 20 ans liée au cacao

Selon un article publié le 22 mai 2023 dans la revue académique Nature Food, la culture du cacao est directement liée à la perte de plus de 360 000 ha de forêt dans les zones protégées en Côte d'Ivoire entre 2000 et 2020. Elle est ainsi directement ou indirectement responsable de près de 37,4% de la perte globale forestière dans les zones protégées. Ce phénomène s'explique principalement par la situation précaire des cultivateurs, due aux faibles rendements des plants et aux prix bas, ce qui les pousse à étendre leurs parcelles afin d'espérer un revenu plus élevé à court terme. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire aurait perdu plus de 90% de sa surface forestière depuis 1950 et le taux de déforestation aurait atteint un pic en 2018, augmentant de 26% par rapport à 2017, soit la 2ème plus forte augmentation dans le monde après le Ghana.

Ethiopie – Importations d'huile alimentaire entravées par la pénurie de devises

Malgré le lancement d'un appel d'offres (AO) pour l'achat d'huile alimentaire par l'État, aucun soumissionnaire ne se serait présenté. Ce manque d'intérêt serait dû au risque que représente la pénurie de devises en Éthiopie. Dépendante des importations d'huile alimentaire à 95 %, l'Éthiopie a adopté une stratégie de substitution aux importations et développé ses capacités de transformation locale. Mais l'allocation limitée de devises empêche également les transformateurs locaux d'importer de l'huile de palme brute provenant d'Ukraine, Djibouti ou d'Afrique du Sud. Ainsi, ces derniers tournent en deçà de leur capacité de production (20 %), incapable de répondre à la demande estimée à 1 Md L par an.

Ghana – Le prix du cacao atteint son plus haut niveau en 6 ans, alors que le secteur demeure très fragile

Le marché mondial du cacao a connu une hausse des prix en avril 2023, atteignant son

plus haut niveau depuis six ans sur les marchés de Londres et de New York, selon l'Organisation internationale du cacao (ICCO). En effet, les prix du contrat à terme au 23 mai ont augmenté de 5 % à Londres, passant de 2 630 à 2 773 USD la tonne, et de 11 % à New York, passant de 2 868 à 3 177 USD la tonne. L'ICCO met évidence plusieurs facteurs : une pénurie des fèves de cacao, des conditions météorologiques non favorables, un manque d'engrais et de pesticides causé par la guerre en Ukraine. Au Ghana, la production de fèves de cacao en 2022-2023 devrait néanmoins augmenter de 10,1 % malgré la mise en garde du FMI concernant les pertes annuelles budgétaires que subit le Ghana Cocoa Board ; l'agence chargée de faciliter la production et d'exercer le monopole d'exportation, le cacao étant la principale source de devises étrangères du pays. Ainsi, le programme du FMI en appelle à une réforme substantielle du secteur du cacao afin de réduire les pertes cumulées au cours des dernières années et de rationaliser la gestion de la filière.

Agenda

Septembre 2023	<u>French Mobility Days, Dar Ess Salaam, Addis Abeba</u>
Septembre 2023	<u>French EDTECH & HRTECH Tour Afrique, Abidjan, Douala</u>
11/12 septembre 2023	<u>Business Meetings Institutions postales Afrique, Tunis</u>
20/22 septembre 2023	<u>French Agri Days, Innovation Summit, Cape Town</u>
25/29 septembre 2023	<u>Business Expedition Second œuvre, Douala, Lagos</u>
Octobre/novembre 2023	<u>Mission multisectorielle explore & Match, Afrique de l'Est, Madagascar, Maurice</u>
4/5 octobre 2023	<u>Ambition Africa 2023, Paris</u>
7/11 octobre 2023	<u>Business Meeting (Anuga), Cologne</u>
9/11 octobre 2023	<u>Business Seminar Meteorologie, Abuja</u>
9/13 octobre 2023	<u>French oil & gas days, Lagos, Port Harcourt</u>
Novembre 2023	<u>French Maritime Tour, Mombassa, Dar Es Salaam, Zanzibar</u>
Novembre 2023	<u>Business Seminar Ville Durable, Nairobi, Kampala</u>
Novembre 2023	<u>French Mining Days – Rencontres d'affaires, Angola</u>
3/12 novembre 2023	<u>Pavillon France (Sara), Abidjan</u>
7/9 novembre 2023	<u>Business seminar french environnemental, Johannesburg, Cape Town</u>
8/10 novembre 2023	<u>AfricaCom, Cape Town</u>
13 novembre/12 décembre 2023	<u>French Rail tour - rencontre d'affaires, Alger, Abidjan, Conakry</u>
14/15 novembre 2023	<u>Business Seminar SIG, Douala</u>
14/16 novembre 2023	<u>AfricaCom, Cape Town</u>
20/22 novembre 2023	<u>Business Meeting (VIV MEA), Abu Dhabi</u>
23/25 novembre 2023	<u>Ateliers de la coopération consultative et économique, Rendez-vous d'affaires francophones et africains, Bordeaux</u>
27 novembre/ 2 décembre 2023	<u>Africa Games Week 2023</u>
28/30 novembre 2023	<u>Business Expedition Maritime – Douala, Kribi</u>
29 novembre 2023	<u>Emerging Valley, sommet international dédié à l'innovation africaine, Marseille</u>

Contacts

Afrique australe

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ZA>

Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie, Malawi, Zambie, Zimbabwe
Contact : Bertrand FURNO

Angola

Contact : François REMOVILLE

Mozambique, Eswatini

Contact : Pierre SEJOURNE

Afrique centrale

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CM>

Cameroun, Centrafrique, Guinée Equatoriale, Tchad
Contact : Michel DROBNIAK

Congo

Contact : Guillaume PREVOST

RDC

Contact : Thierry BLIN

Gabon, Sao-Tomé

Contact : Pascal FORNAGE

Afrique de l'Est et Océan indien

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/KE>

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda
Contact : Jérôme BACONIN

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Contact : Frédéric CHOBLET

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Contact : Julien DEFRANCE

Ouganda, Soudan du Sud

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

Tanzanie

Contact : Annie BIRO

Soudan

Contact : Rafael SANTOS

Afrique de l'Ouest

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CI>

Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée, Libéria, Sierra Leone

Contact : Daniel GALLISSAIRES

Sénégal, Mauritanie, Cap Vert, Gambie

Contact : Christophe MORCHOINE

Togo, Bénin

Contact : Jérôme FROUTE

Burkina Faso, Niger

Contact : Béatrice ALPERTE

Mali

Contact : Valéry ALVES

Nigéria-Ghana

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/NG>

Nigéria

Contact : Pascal FURTH

Ghana

Contact : Jean-Noël BLANC

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Bureau Multifin 2

Stéphane Tabarié (stephane.tabarie@dgtresor.gouv.fr)

Andrea Scillieri (andrea.scillieri@dgtresor.gouv.fr)

Rédacteurs : Services économiques situés en Afrique subsaharienne

Pour s'abonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/subscribe/>

Pour se désabonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/unsubscribe/>